

ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE EN QUELQUES PAGES

Économie Équilibrée et Évolutive

*Les gens de droite y trouvent plus de liberté d'initiative que dans le libéralisme,
les gens de gauche plus de solidarité que dans les États socialistes,
les écologistes peuvent enfin concilier développement et décroissance.*

À la jonction du libéralisme et de l'intérêt collectif, l'Économie Distributive, Économie Équilibrée et Évolutive, véritable alternative au capitalisme, est la pierre angulaire de la sortie de la crise économique et financière. Elle comporte le minimum nécessaire de changements à opérer aujourd'hui. Elle offre un cadre évolutif où les problèmes écologiques, sociaux, culturels, éducatifs... peuvent enfin se résoudre dans la sérénité. Utopique au premier abord, elle est pratiquement plus facile à mettre en œuvre que n'importe quel programme de droite ou de gauche.

1. L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE, ÉCONOMIE ÉQUILIBRÉE

1.1 LES 5 PRINCIPES DE L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

1. L'Économie Distributive est évolutive, les choix se font par des **CONSULTATIONS DEMOCRATIQUES** au niveau le plus local possible et en privilégiant au maximum les modes participatifs.

2. Avec une **MONNAIE DISTRIBUTIVE**, de consommation, basée sur les biens et services disponibles sur le marché, qui s'annule lorsqu'on s'en sert : la monnaie redevient un simple pouvoir d'achat, avec lequel on ne peut plus spéculer !

Chaque mois, on comptabilise les biens et services qui seront fabriqués et mis en vente pour le consommateur final, on calcule la valeur que cela représente et on fabrique l'argent qui correspond. Cette monnaie est progressivement détruite au fur et à mesure que les biens et services sont achetés. La masse monétaire est en permanence équivalente aux biens et services disponibles.

*Dans les pays staliniens, les gens avaient de l'argent mais les magasins étaient vides.
Dans nos pays aujourd'hui, les magasins sont pleins mais les gens n'ont pas assez d'argent.
En Économie Distributive, les magasins sont pleins et les gens ont l'argent qui correspond.*

Les achats et ventes **entre entreprises** ne s'effectuent plus en argent mais en *comptabilité matière* (comme cela s'effectue à l'intérieur des entreprises aujourd'hui), ils ne donnent pas lieu à création/destruction de monnaie.¹

3. Répartition des revenus par un **REVENU SOCIAL**, un Revenu d'Existence, de la naissance à la mort, revenu unique, qui est un partage équitable des richesses, comme usufruit de l'énorme patrimoine que nous trouvons en naissant, patrimoine qui est le fruit d'une oeuvre collective ;

*vu l'énorme richesse collective, il n'est pas nécessaire de sacrifier les riches,
80 % de la population gagnera mieux qu'aujourd'hui*

4. **PARTAGE DU TRAVAIL**, qui est enfin possible puisque le revenu ne dépend plus du temps de travail :

- en partageant le travail entre tout le monde, le temps de travail est diminué ;
- libre choix de son activité (travail qui plaît, étudier à son rythme, s'occuper de ses enfants...)

¹ Une deuxième option est possible : *on intégrerait dans la masse monétaire la valeur de tous les produits que les entreprises s'achètent, celles-ci se verraient alors allouer un budget en fonction de leurs programmes de production.* La masse monétaire serait alors considérablement plus volumineuse et les calculs de sa répartition entre les individus et les entreprises seraient plus fastidieux.

Si des travaux plus pénibles ne trouvent pas preneur, on incite les gens en diminuant le temps de travail, ou en instaurant un service obligatoire de quelques années...

Si trop de personnes refusaient de s'impliquer pour la collectivité, on instaurerait un simple « RMNI », Revenu Minimum de Non Insertion (qui ne serait pas subi comme les RSA et RMI, mais un choix volontaire des gens de s'auto-exclure).

5. La propriété privée laisse place à la **PROPRIÉTÉ D'USAGE**, améliorant la tranquillité de beaucoup de gens (qui n'étaient jamais assurés de réussir à payer leurs loyers ou emprunts, rendant précaires de nombreux propriétaires jamais à l'abri de mauvais payeurs).

Chacun est maître chez lui, indélogeable. Lorsqu'il veut vivre ailleurs, il choisit un nouveau logement parmi ceux qui sont disponibles et abandonne tout droit de regard sur l'ancien logement qui est alors disponible pour d'autres.

*La crise du logement sera enfin résolue car
il y a aujourd'hui deux fois plus de logement vacants que de familles mal-logées !*

1.2 LIBERTÉ-RESPONSABILITÉ, ÉGALITÉ-ÉQUITÉ, FRATERNITÉ-ÉMANCIPATION

Cette économie permet une vraie **LIBRE INITIATIVE** :

- Chacun achète ce qu'il veut avec son argent (l'un préférera voyager souvent, l'autre manger dans des restaurants gastronomiques, un autre s'adonnera à son sport favori...). Mais tous pourront jouir d'un toit, de chauffage, de nourriture, de soins, de formations.
- Les porteurs de projet nécessitant des moyens supplémentaires s'adresseront à la collectivité (comme on est habitué à le faire aujourd'hui en s'adressant à une banque) qui décidera en fonction du bien collectif (non plus en fonction du profit que la banque en retire).

et l'**ÉPANOUISSEMENT DE CHACUN** qui peut à la fois choisir son service social et également jouir de son temps libre (entreprendre, arts, loisirs...)

Elle permet de **GÉRER L'ABONDANCE ET LES PÉNURIES**.

La fabrication des biens se fait en fonction de la demande, comme aujourd'hui, mais sans l'influence mercantile :

- le commerçant conseille en fonction de l'intérêt des gens et non plus en fonction de la commission sur la vente (qui n'existe plus), les producteurs n'ont plus besoin de pousser à la consommation et peuvent licencier leur personnel sans le précariser ;
- les prix sont calculés en fonction des matières premières, du temps de main d'oeuvre, de la rareté et des impacts écologiques et non plus en fonction des profits du producteur et des actionnaires.

À chaque gain de productivité, c'est le temps de travail total qui diminue, donc tout le monde en profite. Les solutions efficaces les plus simples (aujourd'hui non rentables, comme le purin d'ortie ou les voitures qui consomment 1 litre au 100) peuvent enfin se divulguer.

L'homme a besoin de **STIMULANTS** : le revenu n'en est plus un, mais il reste les principaux : le besoin d'être actif, de se réaliser.

Quasiment personne ne peut rester longtemps sans rien faire. Qui refusera de s'impliquer dans une activité qui lui plaît et dans laquelle il se sent utile ? On pourra éviter les dérives du service public français en améliorant le fonctionnement du privé : chacun rend compte à son responsable et à ses usagers (élèves, clients, subalternes...) et peut se faire licencier s'il ne réussit pas à bien remplir son rôle (mais sans risquer une précarisation comme aujourd'hui).

Affranchie de la rentabilité et de la bataille pour l'emploi, une ère de coopération permet (enfin) aux acteurs concernés de résoudre les problèmes écologiques, sociaux, juridiques, culturels, éducatifs...

1.3 ORIGINE DE L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Les tout premiers ont-ils été lus ou écoutés ? Marx dans un texte rédigé au début de sa vie et publié en 1939², Edward Bellamy dans un roman publié en 1888³ aux USA et Clifford Hugh Douglas en 1919 en Écosse ont évoqué une répartition des richesses de type « distributif ».

En France, dans les années qui suivent la grande dépression née en 1929 et jusqu'en 1939 :

- Jacques Duboin, ancien député et Sous-Secrétaire d'État au Trésor, fonde l'association « Le Droit au Travail et au Progrès Social » et le journal « La Grande Relève », revue de réflexions socio-économiques⁴. Il dénonce les énormes destructions de richesses destinées à lutter contre l'abondance qui faisait baisser les prix, il jette les bases d'une Économie Distributive⁵ ;
- Louis Even, catholique breton, fonde le journal « Vers demain ». Il défend « Le Crédit Social » impliquant l'idée d'un dividende universel ;
- Gustave Rodrigues, agrégé de philosophie, publie en 1934 « Le Droit à la Vie » en reprenant des idées de Bellamy ;
- Georges Valois, sur la fin de sa vie (qui est passée par de multiples chemins), publie en 1936 un numéro spécial de « Nouvel Age » sur le même sujet ;

Une tentative de Front de l'Abondance en Juillet 1936 avorte, certains refusant de lui donner une coloration politique. Rodrigues et Valois meurent lors de la 2^e guerre mondiale.

Après 1945 :

Le Droit au Travail et au Progrès Social prend en France le nom de Mouvement Français pour l'Abondance (MFA), et en Belgique, celui de Mouvement Belge pour l'Abondance (MBA). Ces deux associations acquièrent une très grande audience au cours des quinze années qui suivent la fin de la guerre mondiale et jusqu'à l'arrivée de la télévision. Ils n'ont plus à dénoncer la destruction de marchandises pour maintenir les profits, ni le chômage qui résulte de l'automatisation de la production, puisque les destructions de la guerre (de biens matériels et de main d'oeuvre) ont relancé l'économie. Mais ils affirment qu'il ne s'agit que d'un moment, et que la même crise structurelle réapparaîtra, en beaucoup plus grave, quand les progrès techniques feront que l'humanité sera en mesure de produire encore plus avec encore moins de main d'oeuvre. Moins de salaires seront versés, et le scandale de la misère dans l'abondance réapparaîtra.

Certains des membres du MFA choisissent d'orienter leur action vers la politique. Ils constituent, à l'initiative de Maurice Landrain, les GED (Groupes pour l'Économie Distributive), et se présentent, sans grand succès, à des élections à Paris. D'autres préfèrent militer au sein des syndicats de salariés, ce sont les GSED (Groupes de Salariés pour l'Économie Distributive), surtout actifs à St Nazaire et à Marseille où le militant le plus actif est le résistant Joseph Pastor.

Après 1975 :

- Charles Lorient succède à Jacques Duboin à la présidence du MFA, qui devient le MFA-SD (Mouvement Français pour l'Abondance par le Socialisme Distributif). Ce mouvement perd peu à peu son originalité, donc son audience, et disparaît avec Charles Lorient.

² Dans les Grundrisse, publiées en 1939 sous le titre Rohenwurf par l'Institut Marx-Engels-Lénine à Moscou puis en 1953 par Dietz à Berlin, « La distribution des moyens de paiement devra correspondre au volume de richesses socialement produites et non au volume du travail fourni. » Cf. article d'André Gorz Transversales/Science-culture n°3, 3^e trimestre 2002.

³ Dans le roman « Looking Backward », il ébauche une économie de type distributiste plutôt militaire.

⁴ Grande Relève : 88 Boulevard Carnot – F-78110 Le Vésinet – 01 30 71 58 04 (les lundis et mardis de 15h à 18h) – <http://economiedistributive.free.fr/spip.php?rubrique1>

⁵ Une ED avec planification, et dans la croyance que les progrès de la science résoudrait tous les problèmes (conception largement partagée à l'époque).

- Marie-Louise Duboin succède à son père, Jacques Duboin, à la direction du mensuel « La Grande Relève ». L'analyse des événements permet de présenter de nouveaux arguments en faveur de l'Économie Distributive, d'en débattre et d'en actualiser les thèses, par exemple en proposant le contrat civique pour organiser la démocratie dans l'économie et veiller à la préservation des ressources et de l'environnement. Et aussi en ajoutant de la démocratie participative locale.
- Jean Grenier a consacré sa retraite à faire connaître l'Économie Distributive dans le Sud Ouest de la France.
- André Gorz, peu avant sa mort, est arrivé au distributisme.
- Jean-Paul Lambert, dans Prosper, s'est intéressé à l'Économie Distributive. Il développe maintenant l'Usologie Politique (économie abolissant les profits monétaires, sans monnaie).
- La Maison de la Citoyenneté Mondiale de Roger Winterhalter, grâce à l'aide en 2009 d'un Fonds Social Européen, a lancé le « Colibri Solidaire et Distributif », revue des expériences d'économie Durable, Distributive et Solidaire⁶.

1.4 TRANSITION A PORTÉE DE MAIN (cf. annexe pour plus de détails)

N'importe quel programme de droite ou de gauche est limité par le souci de rentabilité et par la fuite des capitaux. Avec l'Économie Distributive, on dépasse cet obstacle puisqu'on change de monnaie. Et comme 80% des gens y gagnent mieux que dans le fonctionnement actuel, cette solution est facile à mettre en oeuvre :

Avec une grosse majorité démocratique,

- on décide de se libérer de l'Euro, du Dollar et du FMI. On comptabilise les biens et services disponibles dans les magasins. On crée la (nouvelle) monnaie correspondante. On partage cet argent équitablement, c'est le premier revenu d'existence. Le deuxième revenu d'existence correspondra à ce qui sera fabriqué le mois suivant ;
- on décrète la **propriété d'usage** qui remplace la propriété privée. Chacun reste dans son lieu de vie, les cultivateurs continuent de cultiver, les employés continuent de faire tourner leurs usines... mais sans avoir de loyers et dividendes à payer ;

l'Économie Distributive est ainsi en place !

Libéré de la bataille pour l'emploi et de la rentabilité, on peut alors commencer à mieux répartir le travail, investir pour améliorer le cadre de vie (logements...), moduler les valeurs des biens et services en fonction de leurs coûts réels...

Les moyens informatiques rendent aisés les calculs des richesses et revenus, ainsi que l'utilisation de la monnaie.

Cela se fait à l'échelon d'un pays ou d'un groupe de pays. Les échanges avec les autres pays s'articulent sur le mode qui prévalait naguère avec les pays d'Europe de l'Est (les monnaies n'étaient pas convertibles : les banques centrales comptabilisent (*comptabilité matière*) les échanges et veillent à équilibrer exportations et importations)... le temps que ces pays décident de la même économie.

Cette transformation de l'organisation sociétale et de nos modes de vie et de pensée se fait assez facilement dans la mesure où nombre d'individus savent déjà prendre les choses en main. (Ils sont nombreux à le faire dans des associations, coopératives, conseils de quartier, écovillages...)

Pour aider les gens à s'y préparer, on peut créer une ANPED Agence Nationale pour la Préparation de l'Économie Distributive.

⁶ Colibri Solidaire et Distributif : 20 rue Paul Schutzenberger – 68200 Mulhouse – 06 84 94 00 53 – www.lecolibri.org

1.5 DIFFICULTÉS A DÉPASSER

Erreurs de jeunesse...

Bellamy, Douglas, Marx (sur ce point) n'ont guère eu d'audience. Jacques Duboin en a eu plus, mais avec certains inconvénients qui ont refroidi certains de ses concitoyens :

- comme la plupart des hommes de son temps plutôt scientifiques, il avait une confiance « aveugle » en la science, il n'avait pas imaginé qu'on puisse arriver aux dérives anti-écologiques que l'on connaît aujourd'hui ;
- sa conception était également fortement étatisée, comme pour la plupart de ses contemporains, il ne pensait pas que les individus de la base puissent réellement participer à la vie politique.

Il faut également prendre en compte la peur du politique, l'échec du Front de l'Abondance de 1936, la mort de plusieurs personnalités durant la 2^e guerre mondiale...

Pourquoi, 70 ans après, cette alternative était-elle encore confidentielle ?

Avec la deuxième guerre mondiale, la massive extermination de richesse et de main d'oeuvre a permis une phase de croissance très confortable, « les 30 glorieuses », qui a contenté la plupart des gens.

La formation à la critique a été (jusque là) peu développée, dans les sociétés occidentales, en particulier dans les champs de l'économie et de la politique. Les idées dominantes ont étouffé nombre de nouveautés. Le développement de la télévision dans les années 60 a confisqué l'attention au profit du développement de la société de consommation.

Depuis, chocs pétroliers, chômage en croissance... nous sommes englués dans des tentatives de réformes compliquées pour équilibrer au moindre pire les injustices et aberrations du système actuel. Individus, entreprises ou collectivités, nous sommes contraints par l'obligation de rentabilité et de croissance. De surcroît, la peur de manquer est toujours bien diffusée, faisant croire qu'il n'y a pas assez pour tout le monde, incitant chacun à se recroqueviller dans son individualisme. Trop peu de gens ont osé sortir des sentiers battus.

Le principal obstacle, bien évidemment, c'est que ceux qui contrôlent le système actuel (les banquiers internationaux, le cercle de Bilderberg,...) n'ont aucune envie de perdre leur immense pouvoir, ils utilisent leur propagande dans leurs médias pour décrédibiliser et/ou dénaturer toute alternative ! Leur force était de jouer sur la peur de la fuite des capitaux. La force de l'Économie Distributive est de changer de monnaie : les capitaux peuvent fuir, ce n'est plus un problème !

Quelles sont les principales réticences exprimées aujourd'hui et comment les dépasser ?

Ça ressemble à du communisme ? Ne déplorez-vous pas aujourd'hui le manque de prise en compte de l'intérêt collectif ? Oui, il y a besoin d'un minimum de gestion collective. Mais à l'inverse des planifications centralisées des dictatures staliniennes (qui se sont appuyées sur une falsification des pensées marxistes), l'Économie Distributive se base sur une double démocratie économique :

- (1) Ce sont les consommateurs, en achetant les produits et services, qui induisent la production.
- (2) Investissements et budgets prévisionnels ne sont pas centralisés auprès de technostructures, mais décidés à l'échelon local concerné.
- (3) De surcroît, ce n'est pas un parti qui décide des rémunérations, mais un partage équitable des richesses.
- (4) Facilitées par les pénuries, dans les pays staliniens, les spéculations étaient pratiquées allègrement. De telles spéculations ne peuvent plus avoir lieu en Économie Distributive.
- (5) Au lieu de propriété collective gérée par un état centralisé, on vit en Économie Distributive avec une propriété d'usage.

Et le plus important :

(6) Dans les pays staliniens, les gens avaient de l'argent mais les magasins étaient souvent vides. En Économie Distributive, l'argent correspond précisément à ce qui est disponible en magasin.

L'Économie Distributive est donc très éloignée du collectivisme stalinien !

De toutes façons, les politiques ne sont pas capables de comprendre.

De toutes façons, les électeurs ne sont pas capables de comprendre.

Politiques et gens de la base attendent que l'autre s'y mette. Et si moi je m'y mettais ?

L'Économie Distributive va rallier tous les humanistes :

Les partisans de la droite vont se réjouir : plus de liberté d'entreprendre que dans le libéralisme actuel !

Les partisans de la gauche également : enfin une vraie égalité économique, et une vraie solidarité !

Et les écologistes verront enfin une décroissance harmonieuse se mettre en place naturellement !

Si ça marchait, ça se saurait. Il y a trop peu de références... Beaucoup d'économistes, de politiques, de citoyens sont pris par l'urgence, le court terme et le besoin d'être rentable économiquement, attendant que les autres s'y mettent. Préférez-vous continuer à vous enfoncer ou bien...

Cette Économie Distributive n'a jamais été expérimentée.

Une expérimentation de l'ensemble de l'Économie Distributive implique, entre autres, une monnaie distributive (et une sortie du FMI), un Revenu Social Égalitaire (à la place des revenus du travail et des allocations redistribuées), une propriété d'usage... Cela ne peut se faire qu'à l'échelon d'un grand pays, pas à l'échelon local. Cela n'a pas encore été expérimenté.

Mais les différents principes de l'Économie Distributive sont ou ont déjà été vécus ça ou là. Le Revenu d'Existence en Alaska, au Brésil, le partage du temps de travail, la rencontre producteurs - consommateurs (AMAP...), l'autogestion dans certains rassemblements et certaines communautés...

Quasiment à chaque fois, ces expériences montrent leur faisabilité, mais également leurs *limites*, du fait qu'elles restent *isolées*. Le Revenu d'Existence tout seul ne permet pas de sortir de la compétition économique et de la croissance illimitée. Le partage du temps de travail a l'inconvénient de diminuer les salaires. Dans un rassemblement autogéré, comme dans les associations à but non lucratif ou les AMAP, il faut d'abord assurer ses moyens financiers et donc contribuer à la croissance... Ces expérimentations prouvent qu'il faudra les associer pour qu'elles offrent tous leurs fruits.

Il faut des gens responsables. Connaissez-vous beaucoup de personnes qui ne se considèrent pas responsables ? Des gardes-fous sont là : le budget que chacun doit gérer, les prix qui tiennent compte des coûts écologiques...

Il faudrait d'abord commencer en modifiant l'éducation. Mais qui finance aujourd'hui les écoles, universités et médias ? Le marché n'a-t-il pas besoin d'un public docile, malléable, bien conditionné à consommer sans réfléchir ? Comment revenir à un enseignement non pollué par la rentabilité et la compétition en restant dans le système actuel ?

Ceux qui veulent profiter du système... pourraient avoir un « RMNI » qui leur permettrait de subsister mais pas de jouir comme les autres de la richesse. Les profiteurs seront-ils plus nombreux que dans notre système actuel ?

Ceux qui aiment dominer... vont perdre un moyen d'exercer du pouvoir sur autrui. Assurément. N'est-ce pas un bien ? Qui ici a envie de servir de dominé à ceux qui ont envie de pouvoir ?

La peur du changement ! Ceux qui aiment se plaindre... vont perdre des occasions de râler. L'Économie Distributive bouleverse ce que nous avons appris officiellement. Beaucoup de nous, habitués à une situation, ont du mal à la quitter, même si elle leur fait mal. Mais ne connaissons-nous pas suffisamment de méthodes pour accompagner le changement ?

Ça va causer une révolution et tout casser ! Pensez-vous que la crise financière soit résolue ? Vous savez que de grosses transformations sont nécessaires. Si on reste dans la croissance, avec ou sans Développement Durable, ça va exploser complètement (chaos et/ou dictatures financières). L'Économie Distributive va justement permettre d'éviter que les changements soient trop durs, en proposant le minimum nécessaire de changements.

Certains voudraient des étapes intermédiaires :

- se contenter d'un revenu d'existence associé à un revenu du travail limité par un Revenu Maximum

Autorisé. Cela reviendrait à maintenir la bataille pour l'emploi, et donc la croissance.

- *commencer par reprendre la compétence monétaire, supprimer l'intérêt et nationaliser les banques.* Les ministères des finances vont se retrouver avec un pouvoir énorme et difficile ! Comment éviteront-ils les erreurs des gouvernements dits « communistes » d'autrefois ? Comment mettre en place ce type de mesure dans le capitalisme ?

Ces étapes intermédiaires sont difficiles, limitées et risquées. Or, le jour où l'on sera capable de mettre en place de telles mesures intermédiaires, on sera capable de mettre en place la totalité de l'Économie Distributive, les étapes intermédiaires seront inutiles !

Certains pensent qu'il suffit d'agir intérieurement et/ou localement. Ces aspects sont fondamentaux, mais ne contrecarrent qu'à la marge et difficilement la progression de la financiarisation qui s'approprie tout. Une communauté la plus autarcique possible aura toujours besoin d'un minimum d'échanges avec l'extérieur (ne serait-ce que pour réaliser une canalisation d'eau ou pour payer ses impôts locaux) et ne sera jamais totalement isolée des évolutions sociétales (dissémination des OGM, de la publicité, accaparement des terres par les multinationales...).

Certains voudraient aller encore plus loin : fonctionnement sans monnaie, gratuité, autogestion... comme cela existe déjà dans quelques endroits isolés. N'est-ce pas un idéal à rechercher ? Idéal qui fonctionne lorsque tout le monde est responsable et coopératif. Est-ce que ça ne représente pas un grand écart trop important pour la majorité des gens aujourd'hui ? N'avons-nous pas encore besoin aujourd'hui de quelques règles et limites pour éviter gaspillages et surconsommations ? Quel meilleur moyen qu'une monnaie distributive ? L'Économie Distributive est une étape intermédiaire très intéressante et à notre portée.

C'est trop utopique : C'est moins utopique que n'importe quel programme de droite ou de gauche qui est limité par le souci de rentabilité et par la peur de la fuite des capitaux. L'Économie Distributive est plus facile à mettre en œuvre puisqu'on dépasse l'obstacle en changeant de monnaie.

Le plus utopique, c'est plutôt de croire que le système actuel pourra perdurer. Voyons pourquoi.

2. IMPASSES DES SOLUTIONS CLASSIQUES

2.1 IMPASSES DU CAPITALISME

En occident, grâce au capitalisme, nous ne vivons plus de famine, notre confort a été grandement amélioré... Mais des problèmes inhérents à cette économie se font plus importants chaque jour.

2.1.1 Croissance sans limite obligatoire :

Le mécanisme du crédit avec intérêt oblige à rembourser plus d'argent que ce qui a été créé (puisque l'on faut rembourser les intérêts en plus du capital et que l'argent créé correspond au capital). La seule façon de créer l'argent manquant est... de réemprunter à nouveau. Le cercle est vicieux, les endettements augmentent nécessairement de façon exponentielle. Ceux qui prétendent pouvoir limiter le déficit public sont inconscients ou demeurés.

Nous sommes donc acculés à générer une croissance exponentiellement illimitée⁷... dans une planète limitée (d'après les calculs d'empreinte écologique⁸, il faudrait aujourd'hui 3 ou 4 planètes pour permettre à tous les habitants actuels de la Terre de vivre avec le niveau de vie des Français) : il n'y a pas besoin d'être économiste pour comprendre que nous sommes dans une impasse économique.

On ne peut plus se dire humaniste et penser que les pauvres deviendront riches grâce à la croissance.

⁷ Cf. vidéo "La Dette publique pour les nuls" sur www.dailymotion.com/video/xlev1n_la-dette-publique-pour-les-nuls_news

⁸ Cf. www.wwf.fr.

2.1.2 Gestion de l'abondance en créant de la rareté :

Dans notre organisation actuelle, une entreprise ne peut vendre ses produits que s'ils sont rares. Lorsque le marché est saturé (blé, voitures, services...), plutôt que de profiter collectivement de l'abondance, soit on impose de nouveaux besoins avec les répercussions que l'on connaît sur l'environnement, soit on détruit une partie des stocks pour recréer de la rareté et pouvoir vendre à nouveau à un prix plus élevé. C'est logique mais suicidaire, non ?

2.1.3 Environnement, social... les solutions simples et économiques ne peuvent pas se diffuser :

Toute innovation / solution (écologique, sociale...) simple, bon marché, ne peut guère être diffusée, car elle rapporte trop peu ou fait perdre de l'argent à ceux qui vivent de solutions plus onéreuses (même si elles sont moins efficaces).

2.1.4 Dans l'économie dite de « Libre initiative », les bonnes volontés sont souvent limitées :

Les personnes motivées et compétentes sont souvent limitées par la concurrence (il n'y a pas de place pour tout le monde), par les besoins de financement (dont les banques de crédit usent aujourd'hui de façon arbitraire, faisant passer l'intérêt particulier avant l'intérêt collectif) et surtout par les besoins de rentabilité économique. Les monopoles privés contrôlent désormais 80% de la vie publique.

2.1.5 La propriété privée prive de plus en plus de gens :

Il y a deux fois plus de logements vacants que de familles mal-logées en France⁹. Il est plus rentable de spéculer sur des logements vides que de les louer. La loi sur les réquisitions n'est jamais appliquée.

Les propriétaires sont de plus en plus précarisés : l'insécurité économique qui pèse sur les locataires se répercute sur le paiement des loyers, ce qui augmente la crainte des propriétaires qui comptaient sur leurs rentes pour financer leur retraite de se retrouver sans revenus suffisants. Ou, pour le propriétaire qui s'est endetté pour investir, de ne plus pouvoir rembourser ses emprunts.

Nombre d'usines et d'outils de production sont sabordés car les actionnaires gagnent souvent mieux à les stopper.

Beaucoup d'inventions sont restées dans les tiroirs, jalousement gardées à l'écart par des propriétaires cupides.

Les successions sont de plus en plus absurdes. Or les biens dont on hérite ne sont pas que le fruit du travail de nos aïeux, ils résultent d'un héritage collectif de plus en plus conséquent au fur et à mesure que les techniques se complexifient. De surcroît, si l'on remonte à l'avènement de la propriété privée, on risque de mettre à jour tellement d'injustices et de scandales que beaucoup de titres de propriétés pourraient être très lourds à porter.

2.1.6 Il est normal qu'il y ait de moins en moins de travail :

Une entreprise qui utilise beaucoup de main d'oeuvre a souvent intérêt à s'implanter dans un pays à faible coût de main d'oeuvre. Beaucoup de tâches pénibles disparaissent grâce à la mécanisation. Il y a de moins en moins besoin de nous *en tant que force de travail* dans nos pays. N'est-ce pas une bonne chose que de se libérer des travaux pénibles ? Oui, mais c'est problématique pour beaucoup de gens...

2.1.7 Plus l'économie fleurit, plus la population s'appauvrit :

Au début du capitalisme, la richesse était partagée par le biais des salaires versés à la main d'oeuvre. La population s'enrichissait grâce à ce salariat. Aujourd'hui, la richesse provient de machines qui ne reçoivent pas de rémunération, le salariat diminuant, la richesse reste de plus en plus dans les mains du capital. La population ne s'enrichit plus, elle s'appauvrit. (La part des salaires dans le PIB a baissé de 10% au profit de celle de l'actionariat depuis une vingtaine d'années.)

⁹ D'après le rapport 2010 de la Fondation Abbé Pierre, il manquait 900 000 logements et l'on comptait 1,8 à 2,5 millions de logements vacants.

2.1.8 Les États peuvent de moins en moins intervenir dans l'économie :

Les USA, depuis 1913 et pour 99 ans, ont accordé la concession de la création monétaire à la FED, une banque appartenant principalement aux familles Rothschilds, Rockefellers et Morgans. La banque centrale du pays le plus influant économiquement est privée !

Les États européens ont également « privatisé » leur compétence en gestion de la monnaie. S'interdisant d'en émettre et recourant à l'emprunt, ils sont de plus en plus endettés et ont de moins en moins de marge de manoeuvre pour d'éventuelles redistributions supplémentaires ou soutiens de certains secteurs.

L'État français a de moins en moins de marge de manoeuvre :

1 : L'État ne peut plus émettre de monnaie scripturale : contrairement aux banques privées qui peuvent très facilement financer les projets en ouvrant des crédits ex nihilo, une loi de 1993 interdit à la Banque centrale française d'accorder un crédit à l'État (qui correspondait à une création directe de monnaie).

2 : Pour assurer ses paiements au jour le jour, le Trésor public utilise principalement l'argent des dépôts sur son propre compte (par les correspondants du trésor) et des chèques postaux (CCP). Or, depuis 2002, les particuliers ne peuvent plus être correspondants du trésor. De surcroît, de moins en moins d'argent est déposé sur les CCP (les particuliers sont obligés, lorsqu'ils veulent emprunter, de s'adresser à une autre banque).

3 : Les possibilités d'augmentation des prélèvements (impôts et taxes) sont de plus en plus limitées. (L'économie étant de plus en plus fragile, la peur de la fuite des capitaux...)

4 : Les recettes provenant du patrimoine immobilier et des entreprises nationales ne sont pas illimitées, vu que l'État a déjà beaucoup vendu.

5 : Avec la croissance exponentielle des intérêts, son déficit ne peut qu'augmenter. Or, le traité de Maastricht impose aux gouvernements de limiter leur déficit quelles que soient les circonstances.

En résumé, l'État ne peut donc plus créer de monnaie et doit limiter ses emprunts. Il ne lui reste plus qu'à diminuer ses dépenses, comme la plupart des pays surendettés du Sud.

Depuis les emprunts d'États de 2008 (pour juguler la crise financière), les États des pays « riches » sont dans le même engrenage que les Pays en Voie de Développement dans les années 1980 : obligation d'emprunter pour payer les emprunts des années précédentes, gonflement exponentiel de leur dette, ajustements structurels (aujourd'hui appelés « rigueur ») imposés par le FMI et la Banque Mondiale... La plupart des pays du Sud sont encore plus pauvres qu'avant et c'est désormais la seule perspective possible pour les pays du Nord si l'on n'annule pas toutes les dettes.

Faudra-t-il une nouvelle destruction massive des richesses et de la main d'oeuvre, telle que celle opérée par la 2^e guerre mondiale, pour relancer la vie économique... pour revivre les 30 glorieuses ?

Ou apprendra-t-on à coopérer et partager, affranchis de l'obligation de rentabilité et de compétition ?

2.2 IMPASSE DU COMMUNISME STALINIEN

Les régimes dits « communistes » ont donné lieu à des capitalismes d'État et des dictatures, en s'appuyant officiellement sur la doctrine marxiste, mais qui était en réalité du « marxisme stalinisé »

(souvent en contradiction avec les pensées de Marx). La planification venant d'en haut, la population avait très peu de liberté.

Ils ont été *mis en place dans des situations de pénurie*, ce qui n'a pas arrangé les affaires. Sans tenir compte des premières réflexions de Marx sur la dissociation du travail et des revenus.

Mais surtout, les monnaies utilisées avaient deux tares : primo elles sont restées *thésaurisables* et secundo elles étaient contrôlées par les gouvernements qui détenaient ainsi un *pouvoir énorme* ! Corruption et spéculation ont pu continuer...

L'épanouissement des populations n'étant pas la motivation première, la plupart des régimes dits « communistes » n'ont que très partiellement redistribué les richesses et ont abouti à des impasses.

2.3 IMPASSE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'économie capitaliste nous emmène dans un mur. Les dynamiques d'Économie Sociale et Solidaire et de Développement Durable permettent l'émergence d'alternatives micro-économiques souvent très intéressantes. Elles permettent à des gens de s'ouvrir à d'autres possibles que le modèle classique, de commencer à changer les mentalités et les pratiques. Elles préparent une transformation radicale du monde.

Mais, même à but non lucratif, elles sont coincées par l'obligation de rentabilité. Leur pérennité dépend bien souvent de la poursuite de l'exploitation des pays du Sud. De surcroît, elles côtoient toujours la monnaie habituelle avec intérêt, elles restent finalement elles aussi dans la croissance exponentiellement illimitée.

L'Économie Sociale et Solidaire et le Développement Durable ne seront durables et ne solutionneront l'équation de l'Empreinte écologique que lorsqu'ils résoudreont le volet de la finance durable.

2.4 ET LA DÉCROISSANCE ?

Les promoteurs de la Décroissance nous alertent judicieusement de toutes ces dérives. Ils proposent des solutions très intéressantes, surtout sur le champ de la transformation individuelle, et des projets très autarciques. Mais sur le plan macro-économique, ils ne proposent que des demi solutions pas assez pertinentes : Revenu de Base et reprise en main démocratique de la création monétaire sans changer les fondamentaux du capitalisme. Et en plus il manque des propositions sur la propriété.

Gérer la création monétaire est périlleux tant son incidence sur l'économie est énorme. Celui qui détient les rênes possède un pouvoir énorme. Comment la population pourrait-elle aujourd'hui contrôler ses responsables alors qu'elle n'a pas réussi à contrôler les banques coopératives ni ses ministres ? Cette question est d'autant plus cruciale qu'il y aurait un Revenu de Base à générer...

Techniquement, nous pourrions aisément sortir de la société de consommation et d'obsolescence programmée, en améliorant qualité, fonctionnalité et productivité, supprimant du jour au lendemain des millions de postes de travail devenus inutiles. Et relocaliser la production agricole en embauchant quelques millions de travailleurs. Mais comment permettre financièrement cette transition ?

Le Revenu de Base ne sera jamais suffisant pour assurer à chacun de payer ses crédits et de maintenir son niveau de vie. La recherche de revenus d'activités sera nécessaire, les gens seront maintenus dans la compétition, la publicité et l'obsolescence programmée continueront. De surcroît, les propriétaires augmenteront les loyers et absorberont une partie du Revenu de Base... Difficulté supplémentaire de taille : les services publics risquent de manquer de financements car les recettes des États diminueront avec la baisse de la croissance.

Le jour où un gouvernement aura le pouvoir de mettre en place les propositions des Décroissants, ne serait-il pas également possible d'aller encore plus loin : dissocier totalement le travail du revenu, les

partager équitablement, avec une monnaie distributive et la propriété d'usage ?

3. AVANCÉES ET PERSPECTIVES

Mettrons-nous un jour en place cette Économie Distributive, Économie équilibrée ?

Beaucoup de gens répondent que « non, il est trop tard ! ». Ils invoquent trois raisons. La première est que les dérives écologiques et sociales seraient allées trop loin, le chaos serait obligatoire. La deuxième est que les puissants seraient trop forts, on ne pourrait rien faire contre la dictature financière qui se tisse. La dernière est qu'une évolution de conscience, énergétique et spirituelle serait déjà enclenchée et métamorphoserait complètement la Terre entière dans un futur très proche.

Dans ces trois cas, l'Économie Distributive ne servira à rien. Mais nous n'y sommes pas encore, nous avons encore la possibilité d'agir ici et maintenant. Tant que nos États sont encore des démocraties, nous avons une clef dans notre bulletin de vote.

Progrès et régressions se succèdent. Les gens se réveillent et se rendorment. L'ampleur de la réussite du rassemblement du Larzac en 2003 en France, la palme d'or du film Fahrenheit 9/11 en 2004, le « non » au référendum du 29 mai 2005 en France qui a temporisé la progression du tout économique, les succès des films d'Al Gore¹⁰ et de Paul Grignon¹¹, l'obtention d'un Fonds Social Européen pour le lancement du Colibri Solidaire et Distributif en 2009¹²... Le vol de la démocratie en Europe avec le traité de Lisbonne et les démissions des gouvernements grecs et italiens en 2011, les démonstrations de force des militaires à chaque tentative de manifestation alter-mondialiste, la mise en place d'ajustements structurels en Europe...

La plupart d'entre nous accepte tout ça car nous avons appris depuis tout petit qu'il n'y avait pas d'alternative au capitalisme. « Fatalement, on est obligé de vivre dans le marché, il faut se battre les uns contre les autres pour avoir un travail, pour avoir une maison... » Vous savez maintenant que c'est faux : il y existe au moins une alternative qui pourrait métamorphoser le capitalisme. Le chantier de la finance durable est ouvert depuis 2008. Serons-nous assez nombreux à nous emparer du sujet ? L'histoire du 100^e singe¹³ nous montre que cela peut aller très vite. Dès qu'un pays réussira à débattre de ce sujet, ça se propagera chez les voisins.

Si chacun fait sa part, avance en lui-même, localement et globalement...

CONCLUSION

Nous n'avons plus besoin de marcher sur la tête de notre voisin.

Cette présentation vous a-t-elle interpellé ? Assurément, elle a besoin d'être décortiquée et étoffée en calculs économiques, en propositions de plan de transition... Je recommande les livres de Marie-Louise Duboin :

- « *Mais où va l'argent ?* » (éditions du Sextant)
à ceux qui veulent comprendre pourquoi le système actuel va nécessairement dans le mur ;
- « *Les affranchis de l'an 2000* » (éditions Voici la clef)
à ceux qui veulent mieux comprendre le fonctionnement de l'Économie Distributive,

et les revues :

- la Grande Relève, revue de réflexions socio-économiques :
<http://economiedistributive.free.fr/spip.php?rubrique1> ;
- le Colibri Solidaire et Distributif, revue des expériences qui se rapprochent de l'Économie

¹⁰ Attention à l'insidieuse peau de banane qui s'y trouve glissée (tenter de nous faire croire que la croissance verte permettrait de sauver la planète.

¹¹ Je recommande les 35 premières minutes de sa vidéo « Argent Dette » (<http://vimeo.com/8088058>).

¹² Cf. 7 premiers numéros de 2009 à 2011 sur www.lecolibri.org

¹³ Cf. extrait du livre "Le Centième Singe" de Ken Keyes, Jr à la page www.naute.com/anecdotes/singe.phtml

Distributive : www.lecolibri.org.

Vous avez compris les nécessités de lever certains tabous (les côtés utopiques et suicidaires de la croissance, du plein emploi...) et de réfléchir autrement. Vous venez d'entrevoir qu'il existe (au moins) une alternative au capitalisme, à la jonction du libéralisme et de l'intérêt collectif. **Parlons-en autour de nous, faisons la connaître.**

Bien sûr, dans le fonctionnement actuel, chacun doit continuer à vivre. Continuons à faire progresser les pratiques de sobriété heureuse, d'Économie Sociale et Solidaire et même de Développement Durable... Mais **en même temps, réfléchissons à ce qu'il faudra faire demain !**

Nous avons tous à gagner dans ce changement de société.

Eric Goujot

<http://ecodistributive.chez-alice.fr>

ANNEXE : MISE EN OEUVRE DE L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Comment mettre en œuvre l'Économie Distributive, avec ses 5 principes (monnaie distributive, partage du travail, revenu universel, démocratie participative locale, propriété d'usage) ?

Du premier pays à la Terre entière

Un pays ne peut passer en Économie Distributive (ED) que lorsque ses magasins sont suffisamment remplis. Ce n'est donc accessible qu'aux pays « riches ».

Quand l'ED commencera à être considérée dans un pays « riche », la connaissance se propagera chez ses voisins. Et comme au moins 80% des gens comprendront qu'ils y gagneront mieux, on peut imaginer que plusieurs pays décident en même temps de passer en ED, avec une très large adhésion de la population, ralliant les humanismes de tous bords, en dehors des clivages politiques.

Le FMI et la Banque Mondiale perdent ainsi leur hégémonie et certains pays du Sud en profitent pour s'affranchir des politiques d'ajustement structurel : ils se recentrent logiquement sur des cultures vivrières, s'appuient sur des monnaies régionales et commercent équitablement avec les pays distributistes (Économie Transitoire). On imagine qu'au bout de quelques années, leurs magasins se remplissent pour de bon, que les gens réussissent à s'organiser, que la corruption s'estompe... et qu'ils passent en ED.

Il y a fort à parier que la plupart des populations ne laissent plus le choix à leurs dirigeants et que très rapidement, chaque pays adopte un mode distributiste ou transitoire (en fonction des richesses présentes dans ses magasins).

Mise en oeuvre dans un pays

Une (très forte) majorité politique est élue sur un programme de mise en oeuvre de l'ED.

Le jour J

Le gouvernement reprend la compétence de la monnaie, annule son ancienne monnaie capitaliste, instaure la **nouvelle monnaie distributive** et le **Revenu social** :

- On comptabilise la valeur de tout ce qui est en vente à destination de la population,
- on fabrique l'argent qui correspond à cette valeur,
- cette masse monétaire est distribuée également à la population, c'est le 1er revenu social.
- Ensuite, chaque mois, on évaluera ce qui sera fabriqué et mis en vente dans le mois, on fabriquera l'argent correspondant, que l'on distribuera également...

Pour une transition confortable, la première année, chaque personne garde son **travail** antérieur. Ceux qui n'en avaient pas choisissent avec le Pôle Emploi et les élus locaux une mission d'intérêt général de 30h par semaine (en fonction des besoins locaux : services à la personne, dépollution et réhabilitation des lieux de vie, études, formations...). Les retraités peuvent participer mais ne sont pas obligés. Pour assurer efficacité au travail, chacun doit rendre des comptes à sa hiérarchie, mais également à ses usagers (élèves, clients, subalternes...). Si des travaux pénibles ne trouvent plus assez de main d'oeuvre, on diminue leur temps de travail afin de les rendre attractifs. Ceux qui refusent de poursuivre leur travail ou de s'employer à une mission d'intérêt général ne touchent qu'un *Revenu Minimum de Non Insertion*.

Pour assurer une transition en douceur, on continue les mêmes **activités** (exception faite des activités nuisibles), tant que les usagers-consommateurs les consomment. Mais en améliorant leur qualité (augmentation de leur durée de vie...), en mutualisant, en standardisant, en relocalisant, en améliorant la réutilisation, le recyclage... En cas de diminution des ventes due à une baisse des besoins des consommateurs, on baisse la production et on licencie le personnel correspondant (qui se choisira alors des missions d'intérêt général).

La **propriété d'usage** remplace la propriété privée, et assure à chacun de rester dans son lieu de vie, permet aux cultivateurs de continuer de cultiver, aux employés de faire tourner leurs usines. Les logements inutilisés sont mis à disposition des personnes sans logement ou des gens de passages. Les terres non cultivées sont disponibles pour les gens qui veulent s'y installer.

Les échanges **avec les autres pays** s'articulent sur le mode qui prévalait naguère avec les pays d'Europe de l'Est (les monnaies n'étaient pas convertibles) : les banques centrales comptabilisent (*comptabilité matière*) les échanges et veillent à *équilibrer exportations et importations*.

Les succursales des entreprises nationales en territoire étranger sont « abandonnées ». Les unités de production qui appartenaient à des entreprises étrangères sont « nationalisées ». En contrepartie, les entreprises étrangères « dépossédées » se partagent les unités « abandonnées », sauf celles des pays en Économie Transitoire qui sont confiées à leurs gouvernements.

Par la suite, tranquillement :

On commence à évaluer et à mettre en place de meilleurs calculs des prix, qui tiennent compte des coûts globaux.

On recense les manques en matière de logement et l'on commence à investir dans la réhabilitation des logements insalubres.

On commence à réfléchir sur de nouveaux partages des temps (temps de travail, de formation, de loisir, sabbatique, de retraite...) de façon à permettre à chacun de se former, de se recycler, d'élever ses enfants, de se faire plaisir... tout en assurant la production nécessaire.

Au bout d'un an, on réévalue le temps de travail moyen de façon que chacun travaille le même nombre d'heures. On décide également du temps de travail des boulots pénibles.

On pourra aussi s'entendre sur d'éventuelles modulations de revenu en fonction des âges, si l'on estime que les besoins sont vraiment différents.

Les préparatifs :

Dans les mois qui précèdent le début de l'ED, on commence à évaluer les biens et services, mais également les outils de production inutilisés.

Le recensement des bénéficiaires du Revenu Social est facile : toute personne résidant dans le pays se fait **ouvrir un compte** courant dans la banque de son choix. (Le n° de compte contient le n° de sécurité sociale afin qu'une personne ne puisse ouvrir qu'un seul compte.)

L'ED requiert-elle une nouvelle constitution ou peut-elle s'insérer dans la constitution en place ? Que faire des traités existants (Maastricht, traités bilatéraux...) ? Le bon sens et l'assurance de construire une société réellement équitable nous permettent de trouver des réponses pragmatiques.

Cette transformation de l'organisation sociétale et de nos modes de vie et de pensée se fera assez facilement dans la mesure où les individus savent déjà prendre les choses en main, comme ils sont déjà nombreux à le faire dans les associations, coopératives, écovillages... D'où l'importance de l'Économie Sociale et Solidaire, des premières expériences de démocratie participative, des Villes en Transition... qui prendront tout leur sens en Économie Distributive.